Stephen Harper a annoncé, mardi, à Sept-Îles, que Québec et Ottawa étaient «en bonne position» pour déposer des projets de loi qui encadreront la gestion conjointe des ressources pétrolières.

Une telle entente serait semblable à celle qui existe avec Terre-Neuve et la Nouvelle-Écosse, et qui permet à ces provinces de percevoir les redevances obtenues de l'exploitation de ces ressources.

Seulement voilà, le Québec voudra-il se lancer dans l'exploitation de ce pétrole si celle-ci s'avérait rentable ?

Le Québec a une relation étrange avec le pétrole. Il en consomme abondamment, ce qui lui vaut d'en acheter pour 14 milliards de dollars en Afrique, au Moyen-Orient et en Europe du Nord. Pas moins de 40 % de la consommation d’énergie des Québécois repose sur le pétrole, contre 38 % en Ontario et 32 % en Alberta.

Pour combler nos besoins, des milliards de barils de pétrole étranger sont transportés par bateau aux raffineries de Saint-Romuald et de Montréal-Est, et ce, depuis des décennies.

Notre dépendance au pétrole a quand même du bon. Nous donnons volontairement 2,2 milliards de dollars au gouvernement québécois en taxes sur les carburants, ce qui nous assure

l’essence la plus chère du continent.

Nous nous trouvons aussi dans un contexte particulier. L’économie québécoise crée peu d’emplois, la démographie nous joue des tours et les coffres du gouvernement sont vides. Nous nous mettons donc à rêver aux milliards de dollars que pourrait rapporter l’exploitation de nos ressources pétrolières, si ressources il y avait.

L’Alberta encaissera cette année des redevances de 9,2 milliards de dollars pour ses ressources naturelles, la Saskatchewan, de 2,7 milliards, et Terre-Neuve, de 2,4 milliards pour le pétrole extracôtier. Le Québec compte retirer 1,1 milliard cette année — surtout des redevances hydrauliques payées par Hydro-Québec.

L’actualité nous rappelle aussi que les Québécois sont des écologistes non pratiquants. Nous sommes de redoutables consommateurs, mais tous les projets associés au pétrole sont honnis par une frange bruyante de la population.

C’est simple : il n’y a aucun projet qui se qualifie pour nos militants écologistes. Il faudrait préserver le cadre naturel de l’île Anticosti et s’opposer à toute exploration au nom de la survie des chevreuils. Faisons aussi attention à la vie marine et ne construisons pas un terminal méthanier à Cacouna. L’écosystème fragile de l’estuaire et du golfe ne permet évidemment pas l’exploration sous-marine. Le pétrole gaspésien ? Peut-être, mais surtout pas dans ma cour !

Puisque les bateaux seraient subitement trop dangereux pour transporter le pétrole sur le fleuve, faut-il utiliser le bon vieux train ? Bien sûr que non. L’oléoduc, réputé plus sécuritaire ? Non plus ! L’inversion de la ligne B 9 d’Enbridge serait trop risquée. L’autre projet d’oléoduc, celui de TransCanada, est accusé de favoriser le développement et le transport du pétrole le plus polluant qui soit.

Vous savez ce qui va se passer si l’on multiplie les moratoires ou les interdictions ? Ce pétrole sera transporté par train et par camion, car les raffineries québécoises en ont besoin pour être compétitives face aux autres raffineries du continent qui s’approvisionnent en pétrole nord-américain, moins cher que celui provenant d’autres continents. Des milliers d’emplois directs et indirects en dépendent, dans les raffineries et aussi dans le secteur chimique et des produits industriels.

Selon Deloitte, le seul projet de TransCanada pourrait rapporter plus de six milliards de dollars au PIB du Québec, générer deux milliards de recettes fiscales pour le gouvernement provincial et assurer plus de 3 600 emplois directs à temps plein au cours des six premières années. Nos militants sont très préoccupés par les mammifères marins, et cela les honore, mais ont-ils un projet alternatif pour leurs amis terriens ?

Alors que l'économie du Québec a besoin de carburant pour redémarrer, ce sont des milliards de dollars que nous pourrions laisser sous terre ou que nous envoyons généreusement en Algérie, qui, au meilleur de ma connaissance, ne contribue pas aux paiements de péréquation perçus chaque année par le Québec.

* * *

À propos de Pierre Duhamel

*Journaliste depuis plus de 30 ans, Pierre Duhamel observe de près et commente l'actualité économique depuis 1986. Il a été rédacteur en chef et/ou éditeur de plusieurs publications, dont des magazines (*Commerce, Affaires Plus, Montréal Centre-Ville*) et des journaux spécialisés (*F inance & Investissement, Investment Executive
*). Conférencier recherché, Pierre Duhamel a aussi commenté l'actualité économique sur les ondes du canal Argent, de LCN et de TVA. On peut le trouver
sur
Facebook
et Twitter :
@duhamelp
.

Cet article Pétrole : on en veut ou on n’en veut pas ? est apparu en premier sur L'actualité
.

Consultez la source sur Lactualite.com: Pétrole on en veut ou on n'en veut pas